

Chapitre 3

Les droits et les obligations des riverains

Les dispositions qui suivent sont établies au vu du Code la Voirie Routière mais ne dispensent pas des autorisations requises par les autres législations.

3.1. L'autorisation d'accès – La restriction – L'implantation des constructions (Articles L.151-3. L.151-4, L.152-1, L.152-2 du Code de la voirie routière : Articles R. 111-4. R.111-5, R.111-6 du Code de l'urbanisme)

L'accès est un droit de riveraineté mais il est soumis à autorisation.

Le Conseil Général peut émettre des prescriptions ayant pour objet de limiter et / ou d'organiser le nombre d'accès au domaine public routier départemental dans le but d'assurer la sécurité et la fluidité de la circulation sur la voirie concernée.

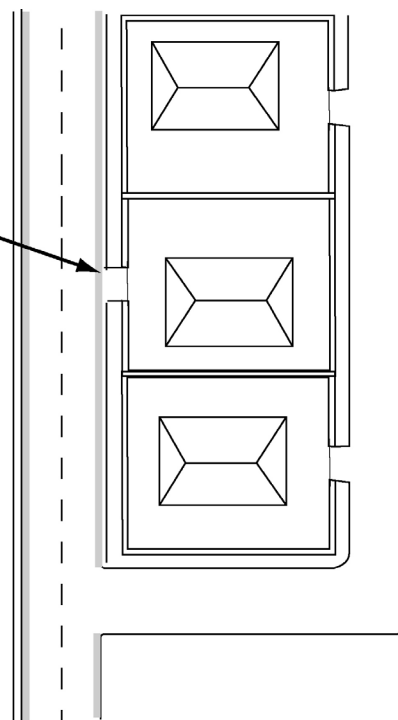
En vertu de l'article R. 111-4 du Code de l'urbanisme : « le permis de construire peut être refusé[...] Si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celles des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic[...] Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne à la circulation sera moindre ».

D'une manière générale, toute opération doit être dotée d'un accès sur les Routes Départementales. Cet accès devra être correctement dimensionné et sécurisé en fonction des usages.

Dans le cas de voies à statut particulier (voie express, déviations...) les accès directs sont interdits conformément aux dispositions des articles L.151-3, L.151-4, L.152-1, L.152-2 du Code de la voirie routière.

Sur le réseau structurant, hors agglomération, tout nouvel accès sera interdit. Toutefois, pour les opérations spécifiques, et après avis de la Commission chargée des Routes, des dérogations pourront être accordées sous réserve d'aménagement particulier pris en charge et entretenus par le pétitionnaire.

Accès direct interdit sur
réseau structurant hormis
dérogation de la commission
chargée des routes



3.2. L'aménagement des accès



Le Département doit autoriser les travaux, et les ouvrages, nécessaires à l'établissement de l'accès dans les emprises du domaine public (pose de buses, raccordement de chemin ...) sous réserve du respect de l'Arrêté du 31 août 1999 relatif aux prescriptions techniques concernant l'accessibilité aux personnes handicapées de la voirie publique ou privée ouverte à la circulation publique.

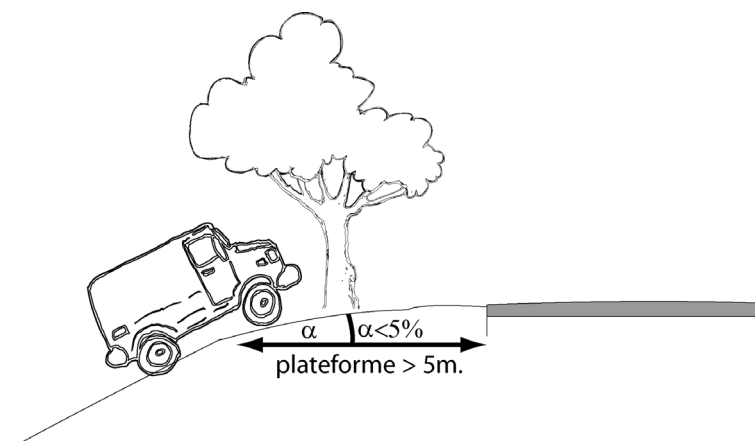
Les dispositions et les dimensions des ouvrages destinés à établir la communication entre la route et les propriétés riveraines sont fixées par voie de permission de voirie.

Ces ouvrages doivent toujours être établis de manière à assurer le maintien de la capacité du trafic sur la voie concernée, la sécurité des usagers, à ne pas déformer le profil normal de la route et à ne pas gêner l'écoulement des eaux sur le Domaine Public.

La construction et l'entretien des ouvrages sont à la charge du bénéficiaire de la permission de voirie, sauf si le département a pris l'initiative de modifier des caractéristiques de la voie, auquel cas il doit rétablir les accès existants au moment de la modification, l'entretien restant toujours à la charge du bénéficiaire.

Les prescriptions suivantes seront généralement adoptées :

- l'accès se raccordera au bord de la chaussée sans creux ni saillie et présentera une pente inférieure à 5% vers la propriété du bénéficiaire avec création d'une plate forme de 5 mètres (cette distance peut être augmentée s'il s'agit d'un accès collectif) qui sera enduite ou bétonnée. Le bénéficiaire devra prendre les mesures nécessaires pour éviter aux eaux de ruissellements de se répandre sur la chaussée,



- les distances de visibilité en sortie d'accès devront être garanties au débouché de l'accès. Ainsi, tout conducteur doit avoir une visibilité suffisante correspondant normalement à la distance parcourue par un véhicule pendant 8 secondes (ce temps peut être exceptionnellement ramenée à 6 secondes).

- le busage des fossés sera effectué à l'aide de buses en béton de type 135A, ou de buses annelées de résistance similaire, dont le diamètre intérieur qui sera fixé dans l'autorisation ne peut être inférieur à 400mm. Le fil d'eau des tuyaux devra respecter la pente du fossé existant et ne pas entraver le libre écoulement des eaux,
- les têtes des aqueducs longitudinaux présenteront un profil incliné destiné à éviter l'encastrement des véhicules selon les prescriptions fixées dans l'autorisation. La pente de leurs extrémités devra respecter un rapport minimum de 3 (la longueur sera au minimum égale à trois fois la hauteur),
- s'il existe une bordure de trottoir, celle-ci peut être abaissée dans l'emplacement du passage sous réserve de conserver 0.05 m au-dessus du fil d'eau du caniveau. Le raccordement de la partie abaissée avec le reste du trottoir devra mesurer au minimum 1 mètre de longueur de chaque côté de l'accès,
- application de l'Arrêté du 31 août 1999 relatif aux prescriptions techniques concernant l'accessibilité aux personnes handicapées de la voirie publique ou privée ouverte à la circulation publique.

3.3. L'entretien des ouvrages d'accès

Les propriétaires des terrains riverains sont tenus d'entretenir les ouvrages ayant fait l'objet d'autorisation à leur profit (sauf stipulation contraire dans l'acte d'autorisation).

3.4. Les alignements individuels (articles L112-1, L112-3, L112-4 du Code la Voirie Routière).

Les alignements individuels sont délivrés par le Président du Conseil Général sur demande conformément, soit aux règlements généraux ou partiels d'alignement dressés et publiés, soit aux alignements résultant de documents d'urbanisme rendus publics ou approuvés, et à défaut de tels plans ou documents à la limite de fait du domaine public routier.

En aucun cas la délivrance de l'alignement ne vaut permis de construire ni ne dispense de demander celui-ci.

Cette délivrance qui ne peut être refusée, ne préjuge pas des droits des tiers.

L'alignement est dressé conformément aux dispositions décrites dans le présent règlement.

3.5. L'implantation des clôtures

Les clôtures, haies sèches, palissades, barrières, murs doivent être établies suivant l'alignement sous réserve des servitudes de visibilité (cf article 3.11).

Les communes régies par le Règlement National d'Urbanisme devront respecter le Règlement de Voirie.

L'édification des clôtures est soumise à déclaration auprès du Maire avant commencement des travaux et après avis du Gestionnaire de la voie pour les communes régies par Plan d'Occupation des Sols ou Plan Local d'Urbanisme.

3.6. L'écoulement des eaux pluviales

Les fossés latéraux des routes départementales sont exclusivement destinés à évacuer les eaux pluviales des chaussées. Ils n'ont pas vocation à servir d'exutoire des eaux provenant des propriétés riveraines.

Les routes départementales sont des ouvrages publics ayant pour destination la circulation routière. L'écoulement des eaux dans les fossés de la route ne peut être intercepté.

Nul ne peut sans autorisation rejeter sur le domaine public routier départemental les eaux provenant de propriétés riveraines, à moins qu'elles ne s'y écoulent naturellement sans que la main de l'homme n'y ait contribué.



A ne pas faire.

A faire.

En agglomération, la gestion de la collecte et de l'écoulement des eaux pluviales est de la compétence du Maire de la Commune, en dehors de l'agglomération la gestion relève de la compétence du gestionnaire de la voie.

Les propriétés riveraines situées en contrebas des routes départementales sont tenues de recevoir les eaux de ruissellement qui en sont naturellement issues, ainsi que les coulées éventuelles de neige, que ces routes comportent ou non des ouvrages de collecte permettant de rassembler ces eaux.

Les propriétaires de ces terrains ne peuvent faire aucune œuvre tendant à empêcher le libre écoulement des eaux qu'ils sont tenus de recevoir, et à les faire séjourner dans les fossés ou refluer sur le sol de la route.

L'autorisation pour l'établissement d'aqueducs et de ponceaux sur les fossés des routes départementales par les propriétaires riverains précise le mode de construction, les dimensions à donner aux ouvrages et les matériaux à employer.

L'ouverture à l'urbanisation des zones situées en bordure des routes départementales ne doit pas entraîner des rejets nouveaux dans les fossés de la route. La gestion des eaux pluviales issues des opérations de viabilisation sera exclusivement assurée par les aménageurs.

Dans le cas d'une impossibilité démontrée, l'aménageur devra réaliser sur sa propriété les ouvrages nécessaires pour assurer la rétention des eaux pluviales. Dès lors, les rejets dans les fossés de la route pourront être admis s'il s'agit des eaux provenant de déversoir des ouvrages de rétention et dans la mesure où le fossé aura été préalablement calibré en fonction du volume d'eaux pluviale à rejeter.

Une convention passée entre le Département et l'aménageur précisera les conditions techniques de calibrage du fossé de la route. L'entretien du fossé au droit de sa propriété ainsi que tous les frais nécessités par les opérations de rejet seront à la charge de l'aménageur.

3.7. L'écoulement des eaux insalubres (Règlement départemental d'hygiène, R116-2 du Code la Voirie Routière).

Tout rejet d'eaux insalubres est interdit sur le domaine public routier départemental.

3.8. Les constructions riveraines

Aucune construction nouvelle ne peut empiéter sur l'alignement à l'exception des saillies autorisées.

Aucun travail confortatif ne peut être entrepris sur un bâtiment frappé d'alignement.

3.8.1 Les ouvrages sur les constructions assujetties à la servitude de reculement

Travaux confortatifs

Tous les ouvrages confortatifs sont interdits dans les immeubles en saillie sur l'alignement, tant aux étages supérieurs, qu'en rez-de-chaussée.

Sont compris notamment dans cette interdiction :

- les reprises en sous œuvre ;
- la pose de tirants, d'ancres ou d'équerres et tous les ouvrages destinés à relier le mur de la façade avec les parties situées en arrière de l'alignement ;
- le remplacement par une grille de la partie supérieure d'un mur en mauvais état ;
- les modifications de nature à entraîner la réfection d'une partie importante de la fraction en saillie d'un mur latéral ou de façade ;
- les raccordements à des constructions nouvelles ayant pour effet de conforter les bâtiments ou murs en saillie ;
- le remplacement ou la réparation des marches, bornes, entrées de caves ou tous les ouvrages de maçonnerie en saillie, à moins que ces ouvrages soient la conséquence d'un changement de niveau du domaine public routier départemental ou de circonstances exceptionnelles.

Travaux intérieurs

Tout propriétaire d'un immeuble grevé de la servitude de reculement peut sans avoir à en demander l'autorisation, exécuter des travaux à l'intérieur de cet immeuble, pourvu que ces travaux ne concernent pas les parties en saillies des façades et murs latéraux, ou n'aient pas pour effet de les conforter. Dans le cas contraire, il appartient au gestionnaire de la voirie départementale de poursuivre l'infraction et d'obtenir s'il y a lieu, de la juridiction qui en est saisie, qu'elle ordonne, suivant les circonstances de l'affaire, l'arrêt immédiat des travaux ou l'enlèvement des ouvrages faits.

Lorsque la façade vient à tomber ou à être démolie, les services peuvent engager la même procédure à l'effet d'obtenir la démolition de tous les ouvrages en saillie.

Travaux conditionnés

Peuvent être autorisés dans les cas et sous les conditions énoncées ci-après :

- les crépis et rejointements ;
- l'établissement des linteaux ;
- l'exhaussement ou l'abaissement des murs de façade ;
- la réparation totale ou partielle du chaperon d'un mur et la pose de dalles de recouvrement ;
- l'établissement de devantures ;
- l'ouverture ou la suppression de baies ;
- le raccordement des constructions nouvelles à des bâtiments ou murs en saillies.

Le bénéficiaire de l'autorisation doit indiquer suffisamment à l'avance au gestionnaire de la voirie départementale, le jour où les travaux seront entrepris. S'il y a lieu, le gestionnaire de la voirie désigne les travaux qui ne peuvent être exécutés qu'en sa présence.

Crépis et rejointements, linteaux, exhaussement ou abaissement des façades, réparation des chaperons et pose de dalles de recouvrement tiquette

L'exécution de crépis ou rejointements, la pose ou le renouvellement d'un linteau, l'abaissement ou l'exhaussement des murs de façade, la réparation des chaperons d'un mur et la pose des dalles de recouvrement ne sont permis que pour les murs et façades en bon état qui ne présentent ni surplomb, ni crevasses profondes et dont ces ouvrages ne puissent augmenter la solidité et la durée. Il ne peut être fait dans les nouveaux crépis aucun lanciais en pierres ou autres matériaux durs.

Les reprises des maçonneries autour d'un linteau ou des nouvelles baies ne doivent pas être faites qu'en agglomérés ou en briques et ne pas avoir plus de 0.25 m de largeur.

L'exhaussement des façades ne peut avoir lieu que si le mur inférieur est reconnu assez solide pour pouvoir supporter les nouvelles constructions. Les travaux sont exécutés de manière qu'il n'en résulte aucune consolidation de mur en façade.

Devanture

Les devantures doivent être simplement appliquées sur la façade, sans addition d'aucune pièce formant support pour les parties supérieures de la maison.

Revêtement des soubassements et façades

L'épaisseur des dalles, briques, bois ou carreaux employés pour les revêtements des soubassements ne doit pas dépasser 0.05 m.

Le revêtement au-dessus des soubassements au moyen de bois, ardoise, feuilles métalliques ou matière plastique, ne peut être autorisé que pour les murs et façades en bon état.

- Ouverture de baies,
de portes et de
fenêtres*** Les linteaux des baies, des portes ou des fenêtres à ouvrir auront une épaisseur dans le plan vertical qui n'excédera pas 0.16 m, ni leur portée sur les points d'appui 0.20 m.
- Le raccordement des anciennes maçonneries avec les linteaux et les reprises autour des baies doit être fait en agglomérés ou en briques et ne pas avoir plus de 0.25 m de largeur.
- Portes charretières*** Les portes charretières et leur encadrement pratiqués dans les murs de clôture ne peuvent s'appuyer que sur les anciennes maçonneries.
- Les reprises autour des baies sont assujetties aux conditions fixées au paragraphe précédent.
- Suppression de
baies*** La suppression des baies peut être autorisée sans condition pour les façades en bon état.
- Lorsque la façade est reconnue ne pas remplir cette condition, les baies à supprimer doivent être fermées par une simple cloison en agglomérés ou briques de 0.16 m d'épaisseur au plus et sans addition d'aucun montant ni support.
- Raccordements à
des constructions
nouvelles*** Le raccordement des constructions nouvelles à des bâtiments ou murs en saillie ne peut être effectué qu'au moyen de clôtures provisoires dont la nature et les dimensions sont réglées par l'autorisation. Toutefois, les épaisseurs ne peuvent dépasser, en comprenant les enduits et ravalement :
- pour les clôtures en briques hourdées en mortier : 0.12 m
- pour les clôtures en agglomérés ou en béton : 0.25 m.

3.8.2 Dimensions des saillies autorisées

Les saillies autorisées ne doivent pas excéder, suivant la nature des ouvrages, les dimensions indiquées ci-dessous :

- Soubassements 0.05 m
- Colonnes, pilastres, ferrures de portes et fenêtres, jalousies, persiennes, contrevents, appuis de croisées, barres de supports, panneaux publicitaires fixés sur une façade à l'alignement 0.10 m
- Tuyaux et cuvettes (revêtements isolants sur façade de bâtiments existants) devantures de boutiques (y compris les glaces, là où il existe un trottoir de largeur égale ou supérieure à 2 m), grilles, rideaux et autres clôtures – corniches où il n'existe pas de trottoirs – enseignes lumineuses ou non lumineuses et tous attributs et ornements quelconques pour les hauteurs au-dessus du sol inférieures à celles prévues au paragraphe b ci-après -grilles des fenêtres du rez-de-chaussée. 0.16 m
- Socles de devantures de boutiques 0.20 m
- Petits balcons de croisées au-dessus du rez-de-chaussée 0.22 m
- Grands balcons et saillies de toitures 0.80 m

Ces ouvrages ne peuvent être établis que dans les rues dont la largeur est $>$ à 8 m.

Ils doivent être placés à 4.5 m au moins au-dessus du sol, à moins qu'il n'existe devant la façade un trottoir de 2 m de largeur au moins, auquel cas la hauteur de 4.5 m peut être réduite jusqu'au minimum de 3.5 m.

- Lanternes, enseignes lumineuses ou non lumineuses, attributs 0.80m

S'il existe un trottoir d'au moins 2 m de largeur, ces ouvrages peuvent être établis quelle que soit la largeur de la rue et la hauteur de 4.5 m peut être réduite jusqu'à un minimum de 3 m.

Dans le cas contraire, ils ne peuvent être établis que dans les rues dont la largeur n'est pas inférieure à 8 m et doivent être placés à 4.5 m au moins au-dessus du sol. Ils doivent être supprimés sans indemnité lorsque des raisons d'intérêt public conduisent l'Administration à exhausser le sol ou à réduire la largeur du trottoir.

- Auvents et marquises 0.80 m

Ces ouvrages ne sont autorisés que sur les façades devant lesquelles il existe un trottoir d'au moins 2 m de largeur.

Les marquises peuvent être garnies de draperies flottantes dont la hauteur au-dessus du trottoir ne doit pas être inférieure à 2.5 m.

Lorsque le trottoir a plus de 2 m de largeur, la saillie des marquises peut être supérieure à 0.80 m. Le titre d'occupation fixe alors les dispositions et dimensions de ces ouvrages qui restent assujettis aux prescriptions ci-dessus relatives à la hauteur au-dessus du sol, mais doivent en outre, satisfaire à certaines conditions particulières. Leur couverture doit être translucide. Elles ne peuvent ni recevoir de garde-corps, ni être utilisées comme

balcons. Les eaux pluviales qu'elles reçoivent ne doivent s'écouler que par des tuyaux de descente appliqués contre le mur de façade et disposés de manière à ne pas déverser ces eaux sur le trottoir.

Les parties les plus saillantes doivent être à 0.5 m au moins en arrière du plan vertical passant par l'arête du trottoir ou s'il existe une plantation sur le trottoir, à 0.8 m au moins de la ligne d'arbres la plus voisine, et en tout cas à 4 m au plus du nu du mur de façade. Leur hauteur (non compris les supports) ne doit pas excéder 1 m.

- Bannes

Ces ouvrages ne peuvent être posés que devant les façades où il existe un trottoir.

Leurs parties les plus en saillie doivent être à 0.5 m au moins en arrière du plan vertical passant par l'arête du trottoir, ou s'il existe une plantation d'arbres sur le trottoir, à 0.80 m au moins de l'axe de la ligne d'arbres la plus voisine, et en tout cas, à 4 m au plus du nu du mur de façade.

Aucune partie de ces ouvrages ni de leur support ne doit être à moins de 2.5m au-dessus du trottoir.

- Corniches d'entablement, corniches de devantures et tableaux sous corniches, y compris tous ornements pouvant être appliqués, lorsqu'il existe un trottoir.
 - ouvrages en plâtre, dans tous les cas la saillie est limitée à : 0.16m
 - ouvrages en tous matériaux autres que le plâtre
 - jusqu'à 3 m de hauteur au-dessus du trottoir : 0.16 m
 - entre 3 et 3.5 m de hauteur au-dessus du trottoir : 0.50 m
 - à plus de 3.5 m de hauteur au-dessus du trottoir : 0.80 m

Le tout sous la réserve que les parties les plus saillantes des ouvrages soient à 0.5 m au moins en arrière du plan vertical passant par l'arête du trottoir

- Panneaux muraux publicitaires 0.10 m

Le mesurage est toujours effectué à partir du nu du mur de façade et au-dessus du soubassement et à leur défaut, entre alignements.

Les titres d'occupation peuvent déroger à ces dimensions en s'alignant sur celles fixées par les règlements municipaux de voirie régulièrement approuvés à moins que les services jugent celles-ci incompatibles, dans les circonstances de l'affaire, avec la commodité et la sécurité de la circulation.

Celles d'autre part de ces dimensions qui concernent les corniches, les grands balcons et les toitures, ne sont pas applicables lorsque, pour des raisons d'environnement, un document d'urbanisme a prévu des règles et servitudes particulières de construction avec lesquelles elles sont incompatibles.

3.8.3 Portes et fenêtres

Aucune porte ne peut s'ouvrir en dehors de manière à faire saillie sur le domaine public routier départemental.

Toutefois, cette règle ne s'applique pas, dans les bâtiments recevant du public, aux issues de secours qui ne sont pas utilisées en service normal.

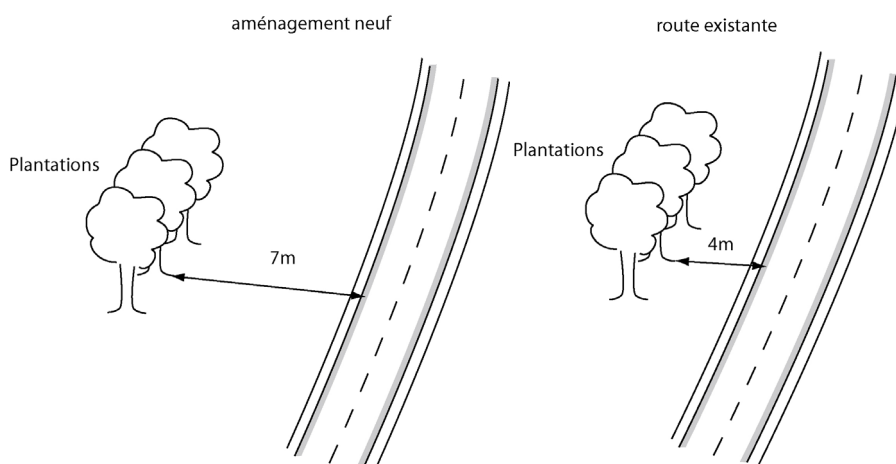
Les fenêtres et volets du rez-de-chaussée qui s'ouvrent en dehors doivent se rabattre sur le mur de face et y être fixés.

Les châssis basculants ne peuvent être tolérés que sur les façades devant lesquelles il existe un trottoir de 2 m au moins, l'arête inférieure du châssis ne devant jamais être à moins de 3 m de hauteur au-dessus du trottoir.

3.9. Les plantations riveraines et haies vives (Article 671 et suivants du Code Civil et article R.116-2 du Code de la Voirie Routière).

Selon l'article 671 du Code Civil : « Il n'est permis d'avoir des arbres, arbrisseaux et arbustes près de la limite de la propriété voisine qu'à la distance prescrite par les règlements particuliers actuellement existants, ou par des usages constants et reconnus, et à défaut de règlements et usages, qu'à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages pour les plantations dont la hauteur dépasse deux mètres, et à la distance d'un demi-mètre pour les autres plantations. Les arbres, arbustes et arbrisseaux de toute espèce peuvent être plantés en espaliers, de chaque côté du mur séparatif, sans que l'on soit tenu d'observer aucune distance, mais ils ne pourront dépasser la crête du mur. Si le mur n'est pas mitoyen, le propriétaire seul a le droit d'y appuyer les espaliers ».

De plus, hors agglomération il est déconseillé de faire des plantations dans la zone dite de sécurité qui doit avoir une largeur (comptée à partir du bord de chaussée) de : 7 m en aménagement neuf, et 4 m en aménagement de routes existantes.



Si des obstacles subsistent dans la zone de sécurité, ils doivent être fragilisés ou isolés par des dispositifs de retenue dont la pose et l'entretien resteront à la charge du pétitionnaire.

Lorsqu'ils sont situés contre un mur de clôture, et sans le dépasser, les arbres, arbustes et arbrisseaux de toute espèce peuvent être plantés en espaliers, sans condition de distance à l'intérieur de la propriété riveraine.

Lorsque le domaine public routier départemental est emprunté par une ligne de distribution d'énergie électrique régulièrement autorisée, aucune plantation d'arbres ne peut être effectuée sur les terrains en bordure qu'à la distance de 3 m pour les plantations de 7 m au plus de hauteur, cette distance étant augmentée d'un mètre jusqu'à 10 m au maximum pour chaque mètre de hauteur de plantation au-dessus de 7 m.

Toutefois, des dérogations à cette règle peuvent être accordées aux propriétaires s'il est reconnu que la situation des lieux ou les mesures prises, soit par le distributeur d'énergie, soit par le propriétaire, rendent impossible la chute d'un arbre sur les ouvrages de la ligne électrique.

Les plantations faites antérieurement et à des distances moindres que celles prescrites ci-dessus, ne peuvent être renouvelées qu'à la charge d'observer les distances fixées. Les sujets morts doivent être abattus et ne peuvent pas être remplacés.

Aux embranchements routiers ou à l'approche des traversées de voies ferrées, la hauteur des haies ne pourra excéder 1 m au-dessus de l'axe des chaussées sur une longueur de 50 m comptée de part et d'autre du centre de ces embranchements, carrefours, bifurcations ou passages à niveau. La même hauteur doit être observée du côté du petit rayon sur tout le développement des courbes du tracé et sur une longueur de 30 m dans les alignements droits adjacents.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, il peut toujours être recommandé de limiter à 1 m la hauteur des haies vives bordant certaines parties du domaine public routier départemental lorsque cette mesure est commandée par la sécurité de la circulation.

Les haies plantées après autorisation, antérieurement à la publication du présent règlement et à des distances moindres que celles ci-dessus, peuvent être conservées, mais elles ne peuvent être renouvelées qu'à la charge d'observer cette distance.

3.10. L'élagage – L'abattage et l'entretien des arbres



Les arbres, les branches et les racines qui avancent sur le sol du domaine public routier départemental doivent être coupés à l'aplomb des limites de ce domaine à la diligence des propriétaires ou des fermiers.

Les haies doivent toujours être conduites de manière que leur développement du côté du domaine public routier ne fasse aucune saillie sur celui-ci.

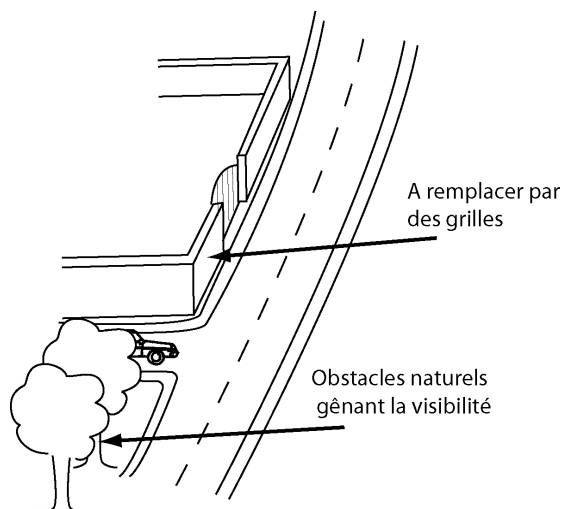
A défaut de leur exécution par les propriétaires riverains ou leurs représentants, les opérations d'élagage des arbres, branches, haies ou racines peuvent être effectuées d'office par le service gestionnaire de la voirie départementale après une mise en demeure, par lettre recommandée non suivie d'effet, et aux frais des propriétaires.

A aucun moment, le domaine public routier départemental (ou ses dépendances) ne doit être encombré, et la circulation entravée ou gênée par les opérations d'abattage, d'ébranchage, de débitage et autres, des arbres situés sur les propriétés riveraines.

3.11. La servitude de visibilité (Articles L.114-1 à L.114-6 du Code de la voirie routière).

L'application du présent règlement est, s'il y a lieu, subordonnée aux mesures éventuellement inscrites dans les plans de dégagement qui, dressés conformément aux dispositions du Code de la voirie routière (article L.114-1) déterminent les terrains riverains ou voisins du domaine public routier départemental sur lesquels s'exercent des servitudes de visibilité comportant, suivant les cas :

- l'obligation de supprimer les murs de clôture ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau au plus égal au niveau fixé par le plan ;



- l'interdiction absolue de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations quelconques au-dessus du niveau fixé par le plan ;
- le droit pour le Département d'opérer la résection des talus, remblais et de tous les obstacles naturels, de manière à réaliser les conditions de vue satisfaisantes.

3.12. Les excavations et les exhaussements en bordure des routes départementales

A noter : les piscines sont concernées par la réglementation qui suit.

Il est interdit de pratiquer en bordure du domaine public routier départemental des excavations de quelque nature que ce soit, si ce n'est aux distances et dans les conditions ci-après déterminées.

- Excavations à ciel ouvert (et notamment mares) : ces excavations ne peuvent être pratiquées qu'à 5 m au moins de la limite du domaine public pour 2 mètres de profondeur. Cette distance est augmentée d'un mètre par mètre de profondeur de l'excavation.
- Excavations souterraines : ces excavations ne peuvent être pratiquées qu'à 15 m au moins de la limite de l'emprise de la voie pour 2 mètres de profondeur. Cette distance est augmentée d'un mètre par mètre de hauteur de l'excavation.
- Les puits ou citernes : ils ne peuvent être établis qu'à une distance d'au moins 5 m de la limite de l'emprise de la voie dans les agglomérations et les endroits clos de murs, d'au moins 10 m dans les autres cas.
- Les exhaussements : il est également interdit d'en pratiquer sans autorisation. Les exhaussements ne peuvent être autorisés qu'à 5 m de la limite du domaine public augmentée d'un mètre par mètre de hauteur de l'exhaussement. Des prescriptions plus sévères peuvent être imposées en cas de création de digues retenant des plans d'eau surélevés par rapport à la voie.

Les distances ci-dessus fixées peuvent être diminuées par arrêté du Président du Conseil Général sur proposition des services départementaux, lorsque, eu égard à la situation des lieux et aux mesures imposées aux propriétaires, cette diminution est jugée compatible avec l'usage et la sécurité de la voie au voisinage duquel doit être pratiquée l'excavation

Le propriétaire de toute excavation située au voisinage du domaine public routier départemental, peut être tenu de la couvrir ou de l'entourer de clôtures propres à prévenir tout danger pour les usagers.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux excavations à ciel ouvert ou souterraines, qui sont régulièrement soumises à des réglementations spéciales en exécution des textes sur les mines, minières et carrières.